

Les spécialistes mettent en garde

Covid-19 : la situation reste préoccupante

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5404 - Dimanche 20 juin 2021 - Prix : 10 DA

En attendant la régularisation définitive de leur situation

Les véhicules importés saisis peuvent être récupérés

Page 16

La loi actuelle ne couvre pas certains aspects liés aux crimes électroniques

Cybercriminalité : l'Algérie doit renforcer son arsenal juridique

Page 2

Reprise des activités à l'Opéra d'Alger

Samir Toumi anime le spectacle d'ouverture

Page 7

Forum régional

Les programmes nationaux de recherche scientifique prioritaires débattus

Page 3

Mostaganem

Pour une wilaya prospère, le wali met le cap sur l'économie

Page 4

En plus du retrait de tous les moyens de communication

Bac : fouille manuelle et détecteur de métaux contre la triche



Ph/D. R.

Afin de mettre fin au phénomène de la triche durant les examens de fin d'année, notamment le baccalauréat, le ministre de l'Education nationale a annoncé l'«affectation d'encadreurs des deux sexes en vue de contrôler les candidats par le biais d'un détecteur de métaux, en plus des fouilles manuelles et du retrait de tous les moyens et dispositifs de communication électroniques ainsi que des documents non autorisés».

Page 2

Oran

Une foire artisanale au profit des enfants déficients mentaux

Page 16

Demi-finale aller de la Coupe de la CAF/Coton Sport Garoua-JS Kabylie cet après-midi à Yaoundé

Les Canaris pour prendre option

Page 15

En plus du retrait de tous les moyens de communication

Bac : fouille manuelle et détecteur de métaux contre la triche

■ Afin de mettre fin au phénomène de la triche durant les examens de fin d'année, notamment le baccalauréat, le ministre de l'Education nationale a annoncé l'affectation d'encadreurs des deux sexes en vue de contrôler les candidats par le biais d'un détecteur de métaux, en plus des fouilles manuelles et du retrait de tous les moyens et dispositifs de communication électroniques ainsi que des documents non autorisés.

Par Thinhinene Khouchi

Les épreuves du baccalauréat débutent aujourd'hui pour les 731 723 candidats à l'échelle nationale. Pour les candidats qui peuvent être tentés de tricher durant cet examen, le ministère de l'Education nationale insiste et rappelle les sanctions qui leur seront affligées. En effet, tricher dans les examens officiels peut désormais vous conduire en prison. La fraude dans les épreuves officielles est passible, depuis le mois d'avril 2020, d'une peine d'emprisonnement allant, selon le ministère de la Justice, jusqu'à 15 ans ainsi qu'une amende de 1 500 000 DA. Avant d'en arriver là, le ministre de l'Education compte persuader les tricheurs à ne pas frauder durant l'examen en appelant à imposer un contrôle strict et une vérification des candidats à l'entrée de chaque centre d'examen. A ce propos, le ministre de l'Education nationale, Mohamed Ouadjaout, avait appelé à imposer aux encadreurs des examens scolaires nationaux le respect des circulaires réglementaires et du protocole sanitaire préventif prévu dans les centres d'examen, donnant des instructions invitant tout un chacun «à la vigilance pour réunir toutes les conditions nécessaires au bon déroulement des examens scolaires nationaux». Ce protocole spécial a été adopté l'année dernière, après validation du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus. Outre les dispositions sanitaires, le protocole insiste sur l'affectation d'encadreurs des deux sexes en vue de contrôler les candidats par le biais d'un détecteur de métaux, en plus des fouilles manuelles et du retrait de tous les moyens et dispositifs de communication électroniques ainsi que des documents non autorisés. De son côté, le procureur général adjoint de la cour de justice, Mefkes Noureddine, avait indiqué, lors d'une conférence de presse organisée jeudi au siège de la cour de justice de Saïda, que «les crimes d'atteinte à l'examen du baccalauréat concernent les affaires de fuite et de diffusion des sujets ainsi que les réponses divulguées avant et pendant la tenue de l'examen du baccalauréat», ajoutant que les crimes prévus par l'article 253 de la loi 06/20 du 28 avril 2020 concernent les actes de fraude pour lesquels sont utilisés les différents moyens écrits, les réseaux sociaux et les appareils électroniques. La durée de la peine encourue par les personnes perpétrant ces actes oscille entre un



Ph/D. R.

et 15 ans de prison ferme et les amendes sont d'un million à 500 000 dinars, a souligné l'intervenant. Mefkes a également fait allusion aux sanctions lourdes comprises dans le même article bis 8, allant de 7 à 15 ans de prison ferme pour toute personne chargée de préparer, d'organiser et d'encadrer l'examen du baccalauréat, commettant des actes relatifs aux fuites des sujets et

des réponses avant ou durant le concours, par l'utilisation de différents moyens de communication à distance. Le procureur général adjoint Mefkes Noureddine a indiqué que ces peines, prévues par la loi 06/20 du 28 avril 2020, visent à protéger l'examen du baccalauréat et préserver sa crédibilité.

T. K.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 367 nouveaux cas et 9 décès

L'Algérie a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (10), portant à 3 624 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 367 cas, soit 12 cas de moins par rapport au bilan d'hier (379), pour atteindre, au total, 135 586 cas confirmés.

R. N.

La loi actuelle ne couvre pas certains aspects liés aux crimes électroniques Cybercriminalité : l'Algérie doit renforcer son arsenal juridique

Le phénomène de la cybercriminalité ne cesse de s'intensifier en prenant des formes de plus en plus diverses et variées. Les bandits du Net continuent de faire des ravages dans le monde et notre pays n'échappe malheureusement pas à la règle. Usurpation d'identité, escroquerie, détournement de données confidentielles, piratage, harcèlement... ce fléau prend de plus en plus d'ampleur, parallèlement au développement des nouvelles technologies. En effet, la Toile est de plus en plus utilisée de mauvais escient par les Algériens. En 2020, les affaires liées à la cybercriminalité ont enregistré une hausse à hauteur de 5 163 contre 4 210 en 2019. De leur côté, les parents sont de plus en plus confrontés à des questions technologiques qu'ils ne maîtrisent pas. Les connaissances de leurs enfants dépassent souvent les leurs, posant de graves lacunes quant à leur encadrement. En effet, les parents ne peuvent pas protéger leurs enfants contre des applications dont eux-mêmes ignorent la dangerosité et ne maîtrisent

pas l'utilisation. Dans ce sens, les participants à une journée d'étude sur les crimes technologiques, organisée à Illizi, dans le Sud est du pays, ont plaidé pour le renforcement des mécanismes de lutte contre la cybercriminalité et la menace qu'elle fait peser sur l'économie et la sécurité nationales. Les intervenants (chercheurs et spécialistes en droit) à cette rencontre intitulée «Crimes technologiques, entre liberté individuelle et respect de la loi», se sont penchés sur la législation en matière de lutte contre la criminalité liée aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (N-TIC), actuellement très répandue. Le vice-président du tribunal d'illizi, Abdelhakim Benhebbri, a évoqué l'évolution de l'arsenal juridique algérien dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité, actuellement très répandue et nécessitant, a-t-il dit, «une révision et une réorganisation des textes juridiques actuels qui ne couvrent pas certains aspects liés aux crimes électroniques». «Un état de fait qui engendre de nombreuses

contraintes dans le traitement juridique de certains types de crimes électroniques, avec un arsenal juridique et une législation en majeure partie concernant une criminalité classique», a-t-il expliqué. De son côté, l'enseignant en droit au Centre universitaire d'illizi, Abbès Sadki, a souligné la nécessité de renforcer la coopération internationale face aux menaces des crimes électroniques, à travers la conjugaison des efforts, aux plans national, régional et international, en vue de bénéficier des expériences et de l'expertise de pays pionniers en matière de lutte contre la cybercriminalité. Les cyber-attaques transfrontalières sont devenues «une grande menace pour les pays et leur stabilité financière et économique, avec l'accroissement des crimes électroniques induits par le développement des N-TIC, nécessitant aujourd'hui un renforcement du numérique et la coordination des efforts sécuritaires entre les pays face aux menaces électroniques», a ajouté l'intervenant. Le responsable de la brigade de lutte contre le

crime informatique, le lieutenant de police Mohamed-Lamine Djoua, a fait part, de son côté, de la stratégie adoptée par la Direction générale de la Sûreté nationale en matière de lutte contre le crime informatique, évoquant les différentes étapes et méthodes d'investigations policières concernant le crime électronique, à commencer par le dépôt de plainte jusqu'à l'identification et l'arrestation de l'auteur du crime. Au terme de la rencontre, les intervenants ont insisté sur un contrôle suffisant des sites électroniques, notamment de large diffusion, avec la mise en place d'une base sécurisée inviolable en vue de protéger les institutions de l'Etat. Ils ont également mis en avant l'importance de la formation des magistrats dans le domaine de la lutte contre les crimes électroniques ainsi que l'élaboration de programmes d'information pour diffuser la culture de la coopération électronique et de sensibilisation des citoyens sur les dangers de l'Internet.

Meriem Benchaouia

Les spécialistes mettent en garde

Covid-19 : la situation reste préoccupante

■ Le nombre d'hospitalisations pour contamination au coronavirus est en hausse. Une situation qui tend à inquiéter les spécialistes qui craignent, à ce rythme, le pire les prochains jours.

Ph.D.R.



Par Aomar Fekrache

Face au relâchement général constaté, des médecins expriment des craintes de voir le virus prendre le dessus dans les semaines à venir. Cela d'autant que dans plusieurs wilayas le nombre de lits d'hôpital occupés est en constante hausse. Le virologue Mohamed Melhag, s'exprimant sur les ondes de radio Setif, a affirmé que la situation actuelle est inquiétante et risque de devenir dangereuse. Il a indiqué prévoir une hausse des contaminations dans les prochaines semaines en cas de persistance du laisser-aller actuel et du non-respect du protocole sanitaire.

D' Melhag a également expliqué que les craintes des spécialistes se justifient par la densité des déplacements en cette sai-

son d'été, caractérisée par les rassemblements familiaux et les fêtes de mariage. L'orateur a aussi prédit l'apparition de nouveaux variants du coronavirus, précisant que le virus restera parmi nous encore pendant plusieurs années, même après la vaccination, mais de manière isolée tout comme bien d'autres virus.

Pour faire face à cette situation, il a expliqué que la seule solution est la vaccination massive afin d'attendre l'immunité collective à 70 %.

De son côté, D' Mohamed Zeroual a indiqué que des variants algériens ont été détectés. Cela est dû à la nature du virus qui se développe pour s'adapter. Selon lui, ces variants ne sont toutefois pas dangereux. D' Zeroual a expliqué, par ailleurs, que «l'acquisition de

l'immunité collective pose beaucoup de questions que la science n'a pas encore tranchées», ajoutant que l'on aura besoin encore «de plusieurs mois pour connaître le développement du virus dans le corps humain en ce qui concerne la production d'anticorps». Ce spécialiste a appelé, par ailleurs, les citoyens à se faire vacciner pour se prémunir contre le Covid-19 et non pas seulement pour avoir un carnet de vaccination pour pouvoir voyager. Comme il a lancé un appel à l'organisation d'une large campagne de sensibilisation afin de convaincre de l'utilité de la vaccination pour préserver la santé publique.

Pour rappel, le nombre de personnes vaccinées en Algérie a atteint près de deux millions de citoyens, a indiqué la semaine dernière le Professeur Ryad

Mahiaoui, membre du Comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie. Un autre quota de vaccins devrait être réceptionné dans les prochains jours. Bien que la méfiance envers les vaccins anti Covid-19 commence à laisser place à un certain engouement, l'Algérie est loin toutefois d'atteindre la vitesse de croisière dans son opération de vaccination. D'où la nécessité pour les autorités publiques de mieux sensibiliser quant à l'urgence du respect des mesures d'hygiène et de distanciation physique. Ces derniers jours, l'on enregistre un relâchement quasi général dans les lieux et espaces publics. La plupart des citoyens ne portent plus de bavettes et certains croient que le virus a fini par disparaître, sous-estimant ainsi le danger qu'il présente. De nombreux

spécialistes ne cessent de tirer la sonnette d'alarme, afin d'éviter le scénario catastrophe de voir les hôpitaux à nouveau saturés et les staffs médicaux débordés.

A. F.

Du 24 au 30 juin 2021
à Oran

1^{er} Salon national des métiers de l'hôtellerie

LA CHAMBRE de l'artisanat et des métiers d'Oran organise le 1^{er} Salon national des métiers de l'hôtellerie du 24 au 30 juin en cours au Centre des conventions d'Oran (CCO) «Mohamed-Benahmed», a-t-on appris, hier, des organisateurs. Quelque 100 artisans de différentes wilayas, des Chambres de l'artisanat et des métiers ainsi que des associations activant dans ce domaine, prendront part à cette manifestation organisée en collaboration avec la Direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran, a indiqué à l'APS le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers d'Oran, Khalid Tahraoui. Le salon sera ainsi l'occasion propice pour les participants de montrer leurs capacités dans les différentes activités liées notamment à l'hôtellerie et à l'artisanat traditionnel pour la production et la transformation, en lien avec les secteurs du textile, du bois, de l'ameublement et de l'aluminium, de même que la réparation et la maintenance des équipements, la décoration et l'artisanat traditionnel, à l'instar de la céramique et de la sculpture. Placée sous le slogan «l'artisanat, diversification des projets d'hôtellerie», cette édition s'inscrit dans le cadre de la préparation du secteur de l'artisanat pour accompagner les Jeux méditerranéens 2022 à Oran, a souligné M. Tahraoui. La Chambre de l'artisanat et des métiers a lancé un appel aux détenteurs de structures hôtelières à visiter ce salon professionnel qui devrait permettre aux artisans d'effectuer des rencontres Be to Be pour la promotion et la commercialisation de leurs produits, selon la même source. Coïncidant avec la Journée nationale du tourisme, célébrée le 25 juin de chaque année, le salon ouvrira ses portes au large public, de même qu'aux estivants pour visiter les stands d'exposition et acquérir des produits artisanaux.

R. B.

Forum régional Les programmes nationaux de recherche scientifique prioritaires débattus

Les questions relatives aux programmes nationaux de recherche scientifique et de développement technologique prioritaires ont été débattues hier par des enseignants-chercheurs et partenaires socio-économiques lors d'un forum régional tenu à l'Université Kasdi-Merbah de Ouargla (UKMO). La rencontre, à laquelle ont pris part des représentants de différentes organisations socio-économiques et des enseignants-chercheurs issus des universités de Ouargla, Ghardaïa et El-Oued, a pour objectif la création d'un espace de coopération et de partage du savoir ainsi que des projets de recherche innovants dans les trois programmes nationaux

sur la santé du citoyen, la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique, a expliqué le recteur de l'UKMO à l'APS, Mohamed-Tahar Hallat. Elle se veut aussi une contribution à la valorisation et l'exploitation des résultats de la recherche scientifique en rapport avec la promotion de la santé de la population, la sécurité alimentaire et les énergies renouvelables, a-t-il souligné. «Depuis février 2021, nous avons encouragé les chercheurs à prendre attache avec le secteur socio-économique pour la préparation des projets», a indiqué la représentante de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (Dgrsd), relevant du ministère

de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Khatima Ait Oudhia, dans son allocation. «Des webinaires et des rencontres de sensibilisation ont été organisés au profit de la communauté scientifique et des secteurs partenaires», a-t-elle ajouté. Pour sa part, la directrice générale de l'Agence thématique de recherche en biotechnologie et science agroalimentaire (Atrbsa), Lynda Boutekrabort, a salué les efforts menés par l'université de Ouargla pour réussir cette rencontre régionale offrant une opportunité aux participants, dont des chercheurs et représentants des partenaires socio-économiques, de montrer leur savoir-faire dans les différents

domaines scientifiques, en prenant en considération les spécificités et les besoins de la région du sud du pays. De son côté, le directeur général de l'Agence thématique de recherche en sciences de la santé (Atrss), Nabil Aouffen, a souligné l'importance de telles initiatives visant à rapprocher les visions et les positions de la communauté scientifique et le monde socio-économique. Organisé par l'UKMO en coordination avec la Dgrsd, l'Atrbsa, l'Atrss, le forum s'est déroulé en trois ateliers sur les thèmes de la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la santé du citoyen.

A. D.

Mostaganem

Pour une wilaya prospère, le wali met le cap sur l'économie

■ L'attention envers les zones d'ombre a fait l'objet d'une stratégie toute particulière de par les investissements engagés qui se chiffrent à des montants colossaux.

Par Lotfi Abdelmadjid

Des priorités ont été consignées dans la bataille du développement, considérant ainsi que c'est la mission essentielle. Le projet du tramway, la centrale électrique, l'aménagement de l'Oued Ain Sefra et le CHU des 240 lits... tout un défi. L'attention envers les zones d'ombre a fait l'objet d'une stratégie toute particulière de par les investissements engagés qui se chiffrent à des montants colossaux. Toutefois, le wali s'est fait son idée sur l'aspect socio-économique et ses impacts sur le quotidien du citoyen. C'est ainsi que la précarité, le chômage surtout des jeunes diplômés et les divers fléaux à incidences périlleuses l'ont ramené à mettre le cap sur la situation économique de sa wilaya. M. Aïssa Boulahya, conscient de tous les enjeux sociaux, part volontairement en soutien affiché aux investisseurs. Sa stratégie était d'abord de prendre suffisamment le temps de faire un état des lieux de chacun des secteurs afin de mieux les prendre en charge. Avec l'objectif d'asseoir la tradition de l'écoute, des rencontres se sont succédées avec les professionnels de chaque secteur. Ceux de la Pêche, du Tourisme, des

Finances, de la Santé même privé, du Bâtiment, de l'Agriculture et de l'Industrie, ont tous eu l'occasion d'échanger avec le chef de l'exécutif sur les difficultés qu'ils rencontrent par rapport à leurs projets d'investissement. Suite à ces rencontres, des décisions tangibles et responsables ont été prises dans l'objectif de relancer la dynamique de l'emploi, de la production, enfin de l'économie locale. Le wali ne s'est pas arrêté aux simples rencontres, il s'est rendu sur différentes zones d'activités chez les industriels, chez les agriculteurs, les éleveurs et a même effectué des sorties en mer sur les bassins aquacoles. Toutes ses visites sur les sites des investissements avaient pour but de s'enquérir de la situation de chacun des projets, mettant le paquet sur les aménagements, la voirie, l'eau et l'énergie, facilitant ainsi aux investisseurs la finalisation de leurs projets. Beaucoup d'entraves administratives ont été levées par des actions responsables, après deux années de paralysie due d'abord à la crise sanitaire de Covid-19 mais surtout aux troubles préjudiciables causés par certains responsables dans la gestion des dossiers de foncier et autres. Afin de faciliter la tâche aux investisseurs, il a créé une cellule d'écoute à travers



laquelle il donne l'opportunité aux investisseurs de transmettre leurs doléances. Le volet des exportations a également eu l'attention du wali, car au vu du potentiel des produits exportables dans la wilaya et des moyens logistiques existants tels le port commercial, le chemin de fer, la pénétrente sur l'autoroute Est-Ouest et l'achèvement de l'aérodrome, l'ont poussé à créer une Commission Export pour booster l'externalisation du commerce. La wilaya de Mostaganem ambitionne d'être moderne et

développée, d'éradiquer certains maux sociaux et d'avoir une économie fleurissante. Et le wali a compris tout cela. L'économie, pour M. Aïssa Boulahya, est l'axe nodal pour une wilaya prospère. A chaque situation bloquée, le wali a fait appel aux ministres qui se sont présentés à la wilaya, apportant des solutions aux projets immobilisés pour diverses raisons. Ce qu'il faut comprendre dans de telles actions, c'est faire bouger les lignes à Mostaganem bon gré mal gré. Encourager l'Université et la formation professionnelle pour

s'impliquer dans l'insertion professionnelle est une stratégie que le wali adopte très franchement pour réduire le spectre du chômage, source de grandes préoccupations. Force est de constater que ce manager affronte quelquefois des difficultés dans l'avancement de certains projets. Ces entraves à la dynamique du développement est un contentieux bien ancré. Le tramway, le CHU, la centrale électrique et autres projets statiques sont un héritage de mauvaise gestion que le wali tente de faire redémarrer. L. A.

Emploi

1^{er} Salon national de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de l'employabilité

Il faut rappeler que c'est sous le haut patronage du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique que le «SANIEE21» a ouvert ses portes aux jeunes universitaires deux jours durant. Du 16 au 17 juin, le salon auquel ont participé 46 exposants entre entreprises, organismes de soutien à l'emploi, start-up, clubs scientifiques et associations, a été également animé par une dizaine de conférences-débats. Les conférences données ont porté sur les thématiques de soutien à l'employabilité, de renforcement des capacités des étudiants, sur le rôle de l'entrepreneuriat et des incubateurs, ainsi que sur les stratégies de l'innovation et les transferts. Les Universités d'Alger, de Béjaïa et de Tlemcen ont pris part à cette

manifestation. Ce salon tend à mettre en valeur les capacités d'innovations techniques et technologiques des diplômés sortis de l'université et de la formation professionnelle, capables de contribuer aux efforts de promouvoir l'emploi et réduire le taux de chômage. La vision du SANIEE21 se focalise surtout sur les possibilités de rapprochement des jeunes porteurs de projets aux entreprises employeuses. Cet événement d'envergure nationale ambitionne d'introduire l'esprit de l'entrepreneuriat chez les jeunes par un accompagnement orienté garantissant du succès. Faut-il noter qu'à l'UMAB le centre de liaisons Université-Entreprises et le Club de recherche d'emplois, tous collaborateurs du BIT (Bureau

International du Travail), sont des mécanismes déjà installés à l'université pour assurer un soutien aux micro-entreprises naissantes et insuffler l'esprit d'entrepreneuriat dans le milieu universitaire. Cette première édition du SANIEE sera ainsi un espace pour lancer une profonde réflexion sur les solutions pour la création de PME mais aussi des débats extra université sur les synergies nécessaires entre le secteur public et le privé pour la création d'entreprises conformément aux besoins économiques de la région. Ce grand rendez-vous prévoit des communications, des ateliers thématiques qui vont dans le sens de l'implication des compétences des étudiants en fin de cursus universitaire dans la création. Par ailleurs, le salon a été un espace pour des opportunités de ren-



contres et d'échanges au niveau local, régional et national. L. A.

Accidents de la circulation

9 morts et 378 blessés en 48 heures

Neuf personnes sont décédées et 378 autres ont été blessées suite à plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué, hier, la Protection civile dans un communiqué.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), la Protection civile a effectué, durant la même période, 81 opérations de sensibilisation à tra-

vers 13 wilayas (56 communes), pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale.

Les services de la Protection civile ont effectué également 103 opérations de désinfection générale à travers 13 wilayas (44 communes), a précisé la même source, ajoutant que ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 372 agents de la Protection civile, 61 ambulances, 45 engins d'incendie ont été mobilisés, outre la mise en place d'un dispositif de sécurité pour la couverture de 10 sites de confinement au niveau des wilayas d'Alger, Constantine et Oran.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 8 incendies urbains et divers dans les wilayas de M'sila, Biskra, Blida, Bordj Bou Arréridj, Ain Defla,

Ain Témouchent, El Bayadh et Alger, a relevé la même source, ajoutant que l'intervention «rapide» des secours de la Protection civile a permis de circonscrire ces incendies et d'éviter leur propagation à d'autres lieux mitoyens.

Dans le même contexte, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 4 incendies de récolte de blé dans les wilayas de Tiaret, Tissemsilt, Oum El Bouaghi et Mila, ainsi qu'un incendie de pal-

meraie dans la wilaya de Ouargla, a indiqué la même source, ajoutant qu'«aucune victime n'est à déplorer».

Selon le même bilan, six personnes sont décédées par noyade en mer dans les wilayas de Béjaïa, Mostaganem, Aïn Témouchent, Boumerdes et Tlemcen, et une autre personne par noyade dans une réserve d'eau à Ghardaïa, a ajouté la même source.

O. N.

Plusieurs projets réalisés depuis début 2021

■ Plusieurs projets ont été réalisés et d'autres en voie d'être réceptionnés dans les secteurs des Travaux publics et des Transports durant la période allant de janvier à mai 2021, dont des stations du Métro d'Alger, des extensions de lignes de chemins de fer et de tramways ainsi que des réhabilitations d'infrastructures routières et aéroportuaires, selon un bilan du ministère des Travaux publics et des Transports.

Par Farid M.

Ces projets, réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du gouvernement pour l'année 2021, concernent la construction d'une nouvelle station du Métro d'Alger et les travaux d'extension des lignes de Ain Naâdj-Baraki et El Harrach-Aéroport d'Alger avec un taux d'avancement de 65 %. Selon le bilan du ministère, l'extension du tramway de Constantine, sur un linéaire de 4 km avec 6 stations, «a été finalisée à 100 %», alors que des essais techniques en prévision de son lancement ont été entamés. Le projet de tramway de la ville de Mostaganem, prévu sur un linéaire de 14,5 km et doté de 24 stations, a connu aussi un taux d'avancement de 80 %. La date d'achèvement prévisionnel des travaux est fixée pour le mois de septembre prochain. Concernant les projets des infrastructures routières, le ministère a évoqué l'achèvement des travaux de l'autoroute Est-Ouest, la mise en place des systèmes d'exploitation et de péage ainsi que la transformation en axe autoroutier de la Route transsaharienne. Pour la finalisation des travaux de l'autoroute Est-Ouest, il reste le parachèvement de la section entre l'échangeur Drean et la frontière tunisienne (84 kilomètres) avec un taux

d'avancement de 85 % dont la date prévisionnelle de livraison est fixée à fin 2021. Les travaux de réalisation des installations et équipements de l'autoroute Est-Ouest ont connu un taux d'avancement de 75 %, a assuré le ministère. Quant à la transformation en axe autoroutier de la Route transsaharienne, les travaux ont atteint un taux d'avancement de 88 %. Dans le domaine des transports ferroviaires, le bilan du ministère a fait ressortir une «bonne exécution» des programmes d'extension, d'électrification et de modernisation du réseau en termes de dédoublement de voies et la réalisation de nouvelles lignes. Les projets de dédoublement sont à un taux de 90 %, ceux portant sur la réalisation de nouvelles lignes à 84 %, tandis que le taux de réalisation des systèmes de signalisation, de télécommunication et d'énergie a atteint les 95 %. Les efforts menés par la Société nationale des transports ferroviaires (Snftf) pour l'amélioration des conditions d'accueil des voyageurs au niveau des gares ont été évoqués également dans ce bilan, citant l'embellissement et la réfection des gares vétustes et des projets en phase d'études pour la réalisation des infrastructures d'accueil (stations, quais et embranchement) desservant les pôles universitaires (Caroubier - Souk Ahras - Tébessa - M'sila



etc.). Des projets en attente de crédits de paiement. Abordant, par ailleurs, les projets ayant accusé des retards et des arrêts, le ministère a cité notamment les travaux de réalisation des liaisons et pénétrantes autoroutières qui ont enregistré une «très faible» cadence pour la plupart. L'achèvement des projets qui connaissent un taux d'avancement supérieur à 50 % est subordonné à des réévaluations et mise en place des crédits de paiement, a-t-on mentionné dans ce document. Le projet de mise en place d'un système de régulation de la circulation routière au

niveau de la wilaya d'Alger est également à l'arrêt depuis septembre 2019. Idem pour les travaux entamés au niveau de l'aéroport et de l'aéroport international d'Oran qui sont à l'arrêt, selon le ministère qui a précisé que la livraison de ce projet est conditionnée par la mise en place des crédits de paiement pour un montant de 7,5 Milliards de DA. Le programme d'acquisition de 29 avions (2021-2025) conformément aux résolutions du Conseil des participations de l'Etat (CPE) réuni le 28 mars 2018 reste toujours subordonné à la mise en place du finance-

ment, a relevé le ministère. S'agissant du projet d'achèvement des travaux de réalisation de la télécabine de Tizi Ouzou «Kef Naadja-village Redjaouna», des 2 tronçons restants, «la Wilaya - hôpital Sidi Beloua» et «hôpital Sidi Belloua-village Redjaouna», celui-ci continue, selon le même bilan, à être confronté aux problèmes d'oppositions et de disponibilité de crédits de paiement, en plus des contraintes liées à la pandémie de Covid 19 empêchant les experts étrangers d'intervenir.

F. M.

BADR

Des indices encourageants au niveau des guichets de la finance islamique

Les guichets de la finance islamique ouverts au niveau des agences de la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr) à travers six wilayas du pays ont enregistré des «indices encourageants», a indiqué le directeur général de cet établissement financier, Mohand Bourai.

La stratégie de la Badr dans le lancement des prestations de la finance islamique, mise en œuvre depuis moins d'un mois, a démontré, à ce jour, des

«indices fort encourageants», a déclaré M. Bourai, en marge de l'ouverture d'un guichet de la finance islamique au niveau de l'agence Badr de Djelfa, 7^e du genre à l'échelle nationale.

Il a fait part du constat d'une «importante affluence de citoyens pour s'enquérir de ces nouvelles prestations et qui ont exprimé le souhait d'intégrer ce nouveau mode de financement et de bénéficier des prestations qu'il offre», a-t-il souligné. «Plus de 350 clients ont intégré ce

mode de financement au niveau de la Badr, depuis le lancement de cette opération, et plus de 500 millions de DA représente la somme globale déposée en comptes épargne et comptes bancaires courants», a précisé le DG de la Badr.

Il a ajouté que la banque œuvre, actuellement, à la généralisation de cette prestation (finance islamique), en vue d'atteindre les objectifs fixés portant sur l'ouverture de guichets dans la totalité des wilayas, avant la fin

de cette année 2021. Mohand Bourai a rappelé, à l'occasion, les prestations offertes par la finance islamique qui propose un bouquet de 14 produits, en conformité avec les préceptes de la Charia islamique, dont six relatifs aux comptes courants et aux comptes épargne et les huit autres destinés au financement de projets d'investissement, des besoins d'exploitation et des opérations d'exportation dans tous les secteurs, notamment l'agriculture et l'industrie de

transformation. Après avoir procédé à l'ouverture officielle de ce guichet de la finance islamique, par la remise d'un livret épargne à l'un des clients, le DG de la Badr a effectué une inspection de différentes agences locales de la wilaya et écouté les préoccupations des employés à qui il a donné des orientations sur le rendement, la formation et pour une meilleure prise en charge des clients de la banque.

Samia Y.

Prix

Le pétrole se reprend dans la dernière ligne droite

Les prix du pétrole retrouvaient le chemin de la hausse vendredi en fin de séance européenne, les perspectives restant favorables pour la demande malgré un dollar en forme et un regain d'inquiétude au sujet du variant Delta. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 73,67 dollars à Londres, en hausse de 0,81 % par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet gagnait dans le même temps 1,38 %, à 72,02 dollars. «Les fondamentaux sont toujours

solides pour le pétrole et s'améliorent chaque jour à mesure que l'activité économique repart», a expliqué un analyste. Le Brent et le WTI affichent cependant une baisse d'un peu moins de 2 % par rapport à leurs précédents records atteints mercredi à 74,96 dollars et 72,99 dollars, une première depuis respectivement avril 2019 et octobre 2018. La hausse du dollar américain – de l'ordre de 2 % en moins de 48 heures face aux principales monnaies, porté par une réunion de la Réserve fédérale (Fed) mardi

et mercredi ouvrant la porte à une politique monétaire plus stricte – est venue en milieu de semaine plafonner les gains de l'or noir. L'appréciation du billet vert a pour effet de peser sur le prix des matières premières libellées en dollars. Les investisseurs regardent également avec un œil inquiet la propagation du variant Delta au Royaume-Uni, facteur de risque pour la reprise de la demande s'il venait à frapper d'autres régions de forte consommation de brut. «Pendant ce temps, l'Iran se dirige vers les

élections présidentielles sans que les négociations nucléaires n'aient progressé», souligne un autre analyste.

Les Iraniens ont choisi vendredi, sans grand enthousiasme, un nouveau président, lors d'une élection qui a été remportée par l'ultraconservateur Ebrahim Raisi. Les résultats définitifs du scrutin ont été donnés hier. La priorité du prochain président devrait être le redressement de l'économie. Sur ce point, les candidats s'accordent à dire que cela doit nécessairement passer

par la levée des sanctions, objet de négociations à Vienne pour sauver l'accord sur le nucléaire en y réintégrant les Etats-Unis. L'allègement des sanctions sur l'industrie pétrolière iranienne, soumise à embargo, déclencherait le retour sur le marché d'un volume important d'or noir et pourrait ainsi perturber l'équilibre mondial entre offre et demande et peser sur les prix.

H. S.

Reprise des activités à l'Opéra d'Alger

Samir Toumi anime le spectacle d'ouverture

■ Après plus d'une année de fermeture en raison de la pandémie de Covid-19, l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh décide de reprendre ses activités et ouvrir ses portes au public.

Par Adéla S.

En effet, c'est avec un spectacle animé par l'artiste Samir Toumi, l'Orchestre symphonique et l'ensemble andalou de l'Opéra d'Alger, que l'établissement a choisi d'accueillir ses premiers visiteurs. Prévus pour le 24 juin courant (jeudi prochain), cette soirée est la première, selon l'Opéra d'Alger, qui a concocté un programme spécial pour l'été 2021.

D'ailleurs, des ateliers d'art destinés à toutes les tranches d'âge sont proposés au public. Pour les enfants de plus de 16 ans, l'Opéra d'Alger propose une approche pédagogique dynamique qui permettra très vite d'appréhender avec plaisir le jeu théâtral.

«*Tout en vous amusant, vous recevrez un enseignement unique pour apprendre à mieux vous connaître, contrôler vos émotions, améliorer votre expression orale, vos capacités d'écoute*», précise l'établissement.

Il y a également des ateliers de danses traditionnelles qu'assurent des danseurs solistes, répétiteurs et professeurs émérites du Ballet de l'Opéra

d'Alger. Ces ateliers accueillent les débutants, amateurs et professionnelles, âgés de 15 ans et plus.

Les débutants ou doués des arts plastiques ont leur tranche dans ce programme d'atelier. A ceux-là, «*si cela vous fait rêver et que vous avez envie d'apprendre, de vous améliorer ou de vous perfectionner dans cet art au sein d'un atelier dynamique et créatif, l'Opéra d'Alger vous propose des ateliers d'art plastique (dessin et expression plastique)*», précise l'établissement.

Pour ceux qui rêvent de jouer et découvrir la guitare, l'Opéra d'Alger propose une gamme des meilleurs ateliers qui accueillent les personnes âgées de 10 ans et plus. Les personnes intéressées peuvent apprendre et enrichir leurs connaissances dans la pratique de la guitare avec un répertoire universel et algérien en compagnie du Professeur Bilal Bouchenine.

Par ailleurs, le public aura la possibilité de visiter le marché de l'art organisé du 24 au 26 du mois de juin courant en collaboration avec le Centre d'Art El Yasmine (ouvert de 13h à 20h).

Il est à rappeler que depuis



le début de la pandémie liée au Covid-19 en Algérie, l'Opéra d'Alger Boualem Bessaïh, comme tous les établissements culturels du pays, a fermé ses

portes au public. Après la reprise des activités annoncée par le ministère de la Culture et des Arts, l'Opéra d'Alger a mis du temps pour préparer son pro-

gramme d'activité qui répond aux différents goûts artistiques.

A. S.

Livres

«Secondes escapades», nouvelle publication de Samy Assad

Dans son nouvel essai intitulé «*Secondes escapades, cheminement d'une grande âme*», Samy Assad continue d'explorer la conduite et les comportements des femmes et des hommes en société tout en suggérant une autre approche et des solutions pour affronter ce nouveau monde, en plus d'une trame explorant l'Algérie d'un point de vue touristique.

Publié aux éditions «Hibr», avec le concours de l'Office des droits d'auteur et droits voisins (Onda), cet ouvrage de 201 pages est le deuxième essai philosophique de ce jeune auteur qui a signé, dans le même esprit «*Premières pérégrinations,*

l'apnée de l'homme véritable dans un monde énérgivore».

L'ouvrage aborde essentiellement des thématiques en rapport avec une sagesse de vie à pratiquer avec soi, ainsi que dans le rapport aux autres. Plusieurs niveaux de lecture permettent la libre interprétation du lecteur.

Un protagoniste dénommé «*homme véritable*» intervient très souvent dans les nombreux récits du livre, il représente pour l'auteur un idéal masculin dans sa perspective pragmatique du monde qui l'entoure, et également l'homme doué de raison, de sagesse et de pondération.

Préfacé par l'universitaire Afifa Bererhi, «*Secondes escapades*»

aborde le rapport à soi, l'efficacité sociale et l'investissement énergétique en société, la hiérarchie des hommes, l'univers «*burlesque*» qu'il juge énérgivore, en plus d'une partie dédiée à la philosophie du tourisme où il explore différentes régions du pays.

A chacun de ses textes, écrits de manière fragmentée, l'auteur expose un contexte, réaliste ou fictif, suivi d'un argumentation en symétrie ou en contradiction, et propose souvent une forme de conclusion avec un ton souvent sentencieux et catégorique.

Il propose également des escapades qui engagent à la réflexion à partir de son observation du monde, et plus particulièrement de son exploration de

l'Algérie dans des lieux comme La Casbah d'Alger, Cherchell ou l'antique Césarée, la vallée du M'zab, Constantine ou encore les hauteurs de la Kabylie et de l'Ouarsenis.

Cependant le lecteur, pour aller au bout du raisonnement de l'auteur, doit avoir la même appréciation des situations et contextes plantés par l'auteur pour pouvoir suivre son analyse et juger des conclusions avancées.

Né en 1996, Samy Assad est un professionnel du secteur du Tourisme et de l'hôtellerie qui a toujours été animé d'une grande curiosité intellectuelle pour le domaine de la philosophie, il a publié en 2020 son premier

essai, «*Premières pérégrinations, l'apnée de l'homme véritable dans un monde énérgivore*».

F. H.

Salon du livre amazigh At Wasif accueillera la première édition

L'Association Lhadj Lmekhtar Nat Said œuvre, depuis près d'une année, dans l'objectif de lancer un salon du livre amazigh. Investissant dans les contributions généreuses des femmes et hommes de la culture, cette association a organisé ses premières rencontres pour échanger autour de ce projet.

En effet, le fruit de ses efforts n'a pas tardé à venir. Sous le slogan «*Fliksi-d adlis i... Tudert !*» (Charge un livre pour la vie), le coup d'envoi du salon du livre amazigh sera donné le 2 juillet de l'année en cours, pour prendre fin le 5 du même mois, au Centre de formation professionnelle et de l'apprentissage de Larba At Wasif.

Par ailleurs, le commissariat du salon a été confié à l'écrivain Halouane Hacen, qui prévoit, avec les membres de l'association, la réception d'une quarantaine d'éditeurs, une centaine d'auteurs, avec des conférenciers ayant trait à plusieurs domaines de connaissance.

R. C.

Décès

L'artiste peintre Gérard Fromanger est mort

Le peintre français Gérard Fromanger, artiste engagé et représentant majeur de la Figuration narrative, est décédé à l'âge de 81 ans, a annoncé vendredi l'Académie des beaux-arts à Paris.

«*C'est avec émotion que l'Académie des beaux-arts a appris le décès du peintre Gérard Fromanger*», a indiqué sur Twitter l'institution, qui avait exposé ses œuvres avec celles d'impressionnistes dans une exposition montée en 2019 au Musée Marmottan Monet à Paris.

Cet artiste né en 1939 à Pontchartrain, près de Paris, était le prototype de l'artiste empathique, engagé dans son époque : «*L'angoisse est mondiale : du temps, du fric, du marché*», expliquait-il il y a deux ans, à l'occasion de cette exposition.

Descendant d'une longue lignée de peintres, il faisait partie d'un groupe d'artistes qui ont formé dans les années 1960 le courant de la Figuration narrative (ou «*nouvelle figuration*»), consistant à créer des récits et des histoires avec des figures,

en contraste avec l'art abstrait.

Dans une exposition de 1964 regroupant plusieurs artistes, alors que lui-même était inconnu, «*on avait mis mon tableau dans les toilettes*», racontait-il. «*C'est là que Giacometti (...) a vu et aimé mon tableau. Je me suis présenté. L'histoire de l'art est une course de relais. Si on ne saisit pas le témoin, on n'est pas dans la course*».

Il a notamment réalisé de nombreuses toiles mettant en scène des foules de silhouettes colorées, et avait aussi une très

forte prédilection pour la couleur rouge qu'il sublimait dans ses créations.

Cet artiste qui a fréquenté Giacometti, César, Prévvert, Godard, Foucault, Deleuze... s'est toujours positionné à gauche et parlait de Mai 68 comme d'une «*fête somptueuse*». Il avait exposé en Chine, en Amérique, en Afrique et en Europe. Le Centre Pompidou à Paris lui avait consacré une grande rétrospective en 2016.

M. K.



Présidentielle en Iran

L'ultraconservateur Raïssi vainqueur au premier tour

■ L'ultraconservateur Ebrahim Raïssi a remporté sans surprise la présidentielle iranienne dès le premier tour, selon des résultats quasi définitifs publiés hier, au lendemain du scrutin.

Par Mourad M.

Sans donner de précisions sur la participation, la commission électorale a indiqué que M. Raïssi avait obtenu 62,2 % des voix après dépouillement de « plus de 90 % » des bulletins. Les chiffres de la commission permettent néanmoins d'extrapoler un taux de participation supérieur à 53 %. Sans attendre la publication de ces résultats, le président sortant, Hassan Rohani, avait félicité « le peuple pour son choix » ayant permis de dégager un vainqueur dès le premier tour. Selon les chiffres officiels partiels, le général de division Mohsen Rezaï, ancien commandant en chef des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, terminerait deuxième avec plus de 11,5 % des voix, devant l'ancien président de la Banque centrale Abdolnasser

Hemmati (8,3 %) et le député Amirhossein Ghazizadeh-Hachémi (3,4 %). Les trois hommes ont reconnu, chacun à leur manière, la victoire de M. Raïssi dans des messages sur Instagram, sur Twitter ou relayés par les médias iraniens. Sur fond de craintes d'une abstention massive après des appels au boycottage de l'élection relayés de l'étranger, les opérations de vote ont été considérablement étendues, jusqu'à 2h00 du matin samedi (21h30 GMT vendredi), pour permettre une participation maximale dans de bonnes conditions compte tenu de la pandémie de Covid-19 qui frappe durement le pays. Le guide suprême Ali Khameneï, qui avait exhorté ses compatriotes à faire preuve d'une participation « massive » et « révolutionnaire », a estimé hier que le « grand vainqueur » des élections était « la nation iranienne, car elle s'est levée une fois de plus contre la

propagande des médias mercenaires de l'ennemi ». Chef de l'Autorité judiciaire, M. Raïssi, 60 ans, faisait figure d'archifavori, faute de concurrence réelle après la disqualification de ses principaux adversaires. La campagne électorale a été fade, sur fond de ras-le-bol général face à la crise, dans un pays riche en hydrocarbures mais soumis à des sanctions américaines. Se présentant comme le champion de la lutte anticorruption et le défenseur des classes populaires au pouvoir d'achat miné par l'inflation, M. Raïssi est le seul des quatre candidats à avoir véritablement fait campagne. « J'espère qu'il saura épargner à la population les privations », a confié à l'AFP, vendredi, une de ses électrices à Téhéran, une infirmière drapée dans un tchador, finit son second mandat à un niveau d'impopularité rarement atteint. A Téhéran, il n'est pas compliqué de trouver des abstentionnistes accusant le gouvernement de n'avoir « rien fait » pour le pays ou ne voyant pas l'intérêt de participer à une élection courue d'avance, voire selon eux « organisée » pour permettre à M. Raïssi, réputé proche du guide suprême, de gagner. Le président a des prérogatives limitées en Iran, où l'essentiel du pouvoir est aux mains du guide suprême. Le bilan de M. Rohani



est entaché par l'échec de sa politique d'ouverture après le retrait des Etats-Unis, en 2018, de l'accord sur le nucléaire iranien conclu avec les grandes puissances. Ce retrait et le rétablissement de lourdes sanctions américaines qui a suivi ont plongé le pays dans une violente récession en privant notamment le gouvernement de ses recettes pétrolières à l'exportation. En décembre et janvier 2017-2018 et en novembre 2019, deux vagues de contestation ont été violemment réprimées. Sur la question du redressement de l'économie, M. Raïssi a déclaré à plusieurs reprises que la priorité était d'obtenir la levée des sanctions américaines, et donc de poursuivre les négociations en cours pour sauver l'accord de Vienne en y réintégrant les Etats-

Unis. Pour l'opposition en exil et des défenseurs des droits humains, M. Raïssi est l'incarnation de la répression et son nom est associé aux exécutions massives de détenus de gauche en 1988, à l'époque où il était procureur adjoint du tribunal révolutionnaire de Téhéran. Interrogé en 2018 et en 2020 sur cette page noire de l'histoire récente, M. Raïssi a nié y avoir joué le moindre rôle, mais a rendu « hommage » à l'« ordre » donné selon lui par l'ayatollah Khomeiny, fondateur de la République islamique, de procéder à cette épuration.

M. Raïssi figure sur la liste noire des responsables iraniens sanctionnés par Washington pour « complicité de graves violations des droits humains ».

M. M.



Commentaire

Abstention

Par Fouzia Mahmoudi

C'est aujourd'hui que se tient le premier tour des élections régionales et départementales en France et l'une des grandes questions qui vont animer ce scrutin est de savoir si le Rassemblement National de Marine Le Pen remportera des régions, comme le laissent présager les sondages, et si les électeurs seront au rendez-vous après une année particulièrement difficile. À deux jours du premier tour, Marine Le Pen a de son côté appelé les cadres et les électeurs Les Républicains à « tirer les conséquences » des divisions de leur parti et à « soutenir » le Rassemblement National dans les urnes. « J'appelle tous les cadres, militants et électeurs des Républicains, à tirer les conséquences de cette rupture interne et à nous soutenir dans ces élections », a déclaré la présidente du Rassemblement National lors d'un point presse, soulignant « la portée nationale de ce scrutin » à moins d'un an de l'élection présidentielle. « Ils ne doivent pas ignorer que notre combat pour la France est commun, que les victoires que nous enregistrons seront autant de marches franchies sur le chemin qui conduit à la victoire nationale », a ajouté la candidate à l'Élysée. Pour Marine Le Pen, le parti présidé par Christian Jacob est « à l'image du radeau de la méduse, où des survivants affamés se dévorent entre eux », alors que le parti Les Républicains s'est déchiré autour de la question des alliances avec le parti présidentiel La République en marche. « En Paca, ils ont perdu le nord », a-t-elle souligné, allusion au projet d'accord, annoncé par Jean Castex, entre La République en marche et Les Républicains. S'adressant aux cadres « Les Républicains souverainistes, bonapartistes du feu Rassemblement pour la République ou authentiques gaullistes », elle a estimé qu'ils n'étaient « pas de ce camp-là » et que « la seule fidélité qui doit les guider, c'est celle à leurs idées ». La dirigeante du RN, qui a accueilli sur ses listes des candidats d'« ouverture » extérieurs à son parti, a également appelé les électeurs « d'où qu'ils viennent » à un vote « utile » et « d'opposition » à Emmanuel Macron, « une opposition certes constructive, mais sans aucune ambiguïté ». Fin mai déjà, Marine Le Pen avait lancé un appel aux « personnalités sincères de la droite comme Éric Ciotti et Nadine Morano » à la rejoindre, dans un mail à ses sympathisants. La dirigeante du Rassemblement National a par ailleurs affirmé qu'elle ne se déplacerait pas en région entre les deux tours des élections des 20 et 27 juin. Reste à voir si cet appel aux électeurs de droite sera entendu et si le RN réussira son pari de « siphonner » les électeurs LR. Sans oublier de prendre en compte les abstentionnistes et quel impact ils auront sur les résultats du scrutin, car si par le passé l'abstention avait tendance à profiter au Front National de Jean-Marie Le Pen, aujourd'hui il semblerait que ce soit le RN de Marine Le Pen qui fasse les frais du désintérêt électoral grandissant des Français.

F. M.

Hong Kong

Libération sous caution refusée pour deux responsables d'un journal pro-démocratie

Deux responsables du quotidien pro-démocratie « Apple Daily », très critique à l'égard de Pékin, ont comparu hier devant un tribunal de Hong Kong qui a refusé leur libération sous caution, au lendemain de leur inculpation dans le cadre d'une loi sur la sécurité nationale. Le rédacteur en chef Ryan Law et le directeur général Cheung Kim-hung sont poursuivis pour « collusion avec un pays étranger ou avec des éléments externes en vue de mettre en danger la sécurité nationale » en raison d'une série d'articles. Le juge Victor So a estimé qu'il n'y avait pas de motifs suffisants « pour que le tribunal pense que les accusés ne continueront pas à commettre des actes mettant en danger la sécurité nationale ». Les deux hommes resteront en détention jusqu'à leur prochaine comparution devant le tribunal le 13 août, les procureurs ayant déclaré que la police avait besoin de temps pour examiner plus de 40 ordinateurs et 16 serveurs saisis dans la salle de rédaction. C'est la

première fois que des opinions politiques publiées par un organe de presse de Hong Kong entraînent des poursuites en vertu de cette loi controversée imposée par la Chine en 2020 pour tenter d'étouffer l'opposition de toute dissidence dans l'ancienne colonie britannique. Le journal et son propriétaire Jimmy Lai, actuellement emprisonné, aiguillonnent Pékin depuis longtemps en soutenant de manière indéfectible le mouvement pro-démocratie et en critiquant verbalement les dirigeants chinois. Plus de 500 policiers ont effectué une descente jeudi dans les locaux du quotidien et ont emporté des ordinateurs, des disques durs et des carnets de notes de journalistes. Cinq responsables ont été arrêtés. Deux ont été inculpés, tandis que les trois autres ont été libérés sous caution dans l'attente d'investigations supplémentaires. « Nous continuerons à publier notre journal demain », a déclaré la rédactrice en chef adjointe Chan Pui-man, à l'extérieur du tribunal. Elle

avait été libérée tard vendredi sous caution. Plusieurs dizaines de personnes, dont d'anciens et d'actuels employés du journal, ont fait la queue au tribunal hier matin pour tenter d'assister à l'audience et apporter leur soutien aux deux responsables. Selon une employée qui s'est simplement identifiée par son nom de famille, Chang, de nombreux employés de l'« Apple Daily », dont elle-même, considèrent « chaque jour comme si c'était notre dernier de travail au journal ». « Au début, les autorités ont indiqué que la loi sur la sécurité nationale ne viserait qu'un petit nombre de personnes », a-t-elle déclaré à l'AFP. « Mais ce qu'il s'est passé nous montre que c'était n'importe quoi ». Une journaliste qui n'a donné que son prénom, Theresa, a estimé que les problèmes judiciaires du journal représentent un coup de semonce : « Je pense que ce qui arrive à l'Apple Daily aujourd'hui peut au final arriver à tout autre média de la ville ».

Tunisie

Ouverture d'une enquête après la présumée tentative d'assassinat de Kaies Saied

■ Le pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme en Tunisie a décidé d'ouvrir une enquête sur les informations relayées récemment au sujet des tentatives d'assassinat «présumées» du Président tunisien, Kaies Saied, a souligné, vendredi, Mohsen Dali, porte-parole du tribunal de première instance de Tunis.



Par Moncef G.

Dans une déclaration à l'agence de presse tunisienne TAP, M. Dali a déclaré que «le ministère public près le pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme s'est saisi de la correspondance du ministère de la Justice à travers le procureur général près la cour d'appel de Tunis au

sujet des informations relayées sur les tentatives présumées d'assassinat du chef de l'Etat».

Le président tunisien avait reçu, mardi dernier, au Palais de Carthage, d'anciens chefs du gouvernement avec lesquels il a discuté des moyens susceptibles de sortir le pays de la crise politique, économique et sociale qu'il traverse. Les causes ayant conduit à cette situation de crise

ont également été évoquées.

Au cours de cette rencontre, il a dit regretter les agissements de certains qui «se proclament patriotes, ayant foi en la volonté du peuple, et qui se rendent secrètement à l'étranger pour trouver un moyen d'écarter le président de la République».

L'Ordre des ingénieurs annonce la fin de la grève ouverte

L'Ordre des ingénieurs tunisiens (OIT) a annoncé, jeudi, l'arrêt de la grève ouverte menée par la profession et son intention de poursuivre le gouvernement tunisien en justice, pour «ne pas avoir appliqué l'accord du 16 février 2021 et pour traitement inégal et injuste des citoyens», rapporte l'agence de presse tunisienne TAP.

Le président du Conseil de l'Ordre, Kamal Sahnoun, a affirmé lors d'une conférence de presse, que «l'Ordre a décidé la suspension de sa grève ouverte, observée depuis trois mois, notant que cette suspension ne représentait pas une défaite pour les ingénieurs, mais elle a été dictée par le devoir national. Les ingénieurs sont appelés à

reprandre leurs postes le lundi 21 juin 2021», ajoute la même source.

Sahnoun a ajouté que le président de la République, Kaies Saied, a été informé des graves répercussions de cette grève, appelant à l'impératif d'organiser une réunion du Conseil national de sécurité pour examiner la situation difficile des ingénieurs tunisiens.

En outre, des avocats ont été mandatés par l'OIT, pour porter plainte contre le gouvernement pour «non application de l'accord du 16 février 2021 et contre certains présidents-directeurs généraux et tous les responsables qui ont été impliqués, personnellement, dans le harcèlement des ingénieurs», note un communiqué diffusé à cette occasion.

Le gouvernement n'a pas donné satisfaction aux revendications des ingénieurs et n'a pas mis en application l'accord signé avec l'OIT, le 16 février 2021, «au contraire, il a fait recours à la réquisition, aux retenues arbitraires sur les salaires et au non paiement des salariés», selon l'OIT qui accuse le gouvernement de «négliger les retombées de la grève sur le pays aux niveaux économique, énergé-

tique, environnemental ainsi que dans le domaine des eaux».

Le gouvernement a «ignoré la situation des ingénieurs dans 250 entreprises et établissements publics», d'après Sahnoun, cité par la TAP.

Des réseaux spécialisés dans la fraude au baccalauréat

Le ministre de l'Education, Fethi Sellaouti, a dévoilé l'existence de réseaux, dans plusieurs régions, lesquels sont spécialisés dans la fraude durant les épreuves du Bac.

Dans une déclaration à Jawhara FM, Sellaouti a ajouté, lors de sa visite au centre d'examen consacré aux «enfants de la lune» au collège Attahadi à Monastir, la découverte de réseaux de fraude qui utilisent des moyens perfectionnés pour communiquer avec les candidats.

Sellaouti a déclaré que ce genre de pratique pourrait décrédibiliser les épreuves en Tunisie et expliqué l'importance de trouver des stratégies afin de contrer les fraudeurs.

M. G.

Libye

Blinken : les Etats-Unis travaillent avec ses partenaires pour réussir les élections

Le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, a réaffirmé, jeudi, le plein soutien des Etats-Unis à la stabilité et à la sécurité de la Libye, réitérant «son souci de travailler avec des partenaires internationaux pour réussir les élections générales prévues le 24 décembre prochain», indique le ministère des Affaires étrangères libyen sur sa page

Facebook. Au cours d'une conversation téléphonique avec son homologue libyenne Najla Al-Mangoush, M. Blinken a discuté, en outre, «des préparatifs en cours pour la convocation de la conférence de Berlin 2 sur la Libye, prévue le 23 juin courant», ajoute la même source.

Pour sa part, la cheffe de la diplomatie libyenne, Najla Al-Manqoush, a souligné

«l'importance du soutien des Etats-Unis à l'initiative libyenne pour l'instauration de la stabilité et l'aboutissement du processus politique en cours», indiquant que «la première mouture de ladite initiative sera présentée au cours de la conférence de Berlin 2». M^{me} Al-Mangoush a confirmé, à ce propos, «la volonté du Conseil présidentiel et du Gouvernement d'unité natio-

nale de mettre en œuvre cette feuille de route». La Conférence internationale sur la Libye-Berlin 2 sera l'occasion notamment pour mettre en place les mécanismes à même de réussir la tenue des prochaines élections et la nécessité d'évacuer les mercenaires étrangers, s'accordent à dire les observateurs.

Amine Ch.

Espagne

Une marche en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

Des centaines de membres de la société civile et de partis politiques ont manifesté vendredi devant le siège du ministère des Affaires étrangères à Madrid, appelant le gouvernement espagnol à assumer ses responsabilités légale, politique et historique envers le peuple sahraoui et à l'aider à organiser un référendum sur l'autodétermination.

Ont participé à ce mouvement placé sous le slogan «Pour la liberté du peuple sahraoui», des responsables de la société civile et de partis politiques, à l'instar de Podemos et la Izquierda unida, mais également des représentants des Parlements européen et espagnol, voire même de Parlements autonomes en Espagne.

Plusieurs slogans ont été scandés lors de cette marche, pour ne citer que

«L'Espagne responsable, le Maroc occupant», «Le peuple sahraoui a le droit à l'autodétermination» ou encore «Oui au droit international, Non à l'occupation marocaine». La marche se veut, par ailleurs, une sorte de sensibilisation quant aux souffrances subies par le peuple sahraoui depuis des dizaines d'années, et une dénonciation de la violation éhontée du cessez-le-feu et des droits de l'Homme par l'occupant marocain.

Les manifestants ont exhorté le gouvernement espagnol à assumer ses responsabilités légale, politique et historique envers le peuple sahraoui et «intervenir immédiatement et urgemment afin de lui permettre d'exercer son droit à l'autodétermination».

Remettant à l'issue de la marche un communiqué au ministère des Affaires

étrangères, les manifestants ont appelé les autorités espagnoles à prendre position en faveur de la cause sahraouie, eu égard à la solidarité que lui accorde le peuple espagnol, les informant par là même de l'organisation d'une autre marche samedi (hier) au cœur de la capitale.

La ministre espagnole des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, avait déclaré que «l'Espagne était toujours fermement attachée à une solution politique, une solution qui doit être trouvée dans le cadre des Nations unies». «C'est la position espagnole (...) cette position ne peut changer parce que l'Espagne est un pays respectueux de la légalité internationale», a-t-elle ajouté.

Depuis quelques mois, les relations entre Madrid et Rabat sont tendues,

l'Espagne accusant le Maroc, notamment d'employer différents moyens de pression et de chantage afin de la pousser à reconnaître sa prétendue souveraineté sur le Sahara occidental.

La récente admission, dans un hôpital espagnol, du Président sahraoui, Brahim Ghali, en avril dernier a compliqué davantage les relations entre les deux pays, lorsque 8 000 migrants ont rejoint en mai dernier l'enclave espagnole de Ceuta depuis le Maroc, à la faveur d'un relâchement des contrôles marocains.

En réponse à ce geste, le Parlement européen aurait adopté à une large majorité une résolution dans laquelle il a rejeté l'utilisation par le Maroc de migrants mineurs non accompagnés, comme moyen de pression sur l'Espagne.

R. M.



Copa America L'Argentine bat l'Uruguay

L'Argentine a battu vendredi 1-0 l'Uruguay, au deuxième jour de la Copa America, grâce à un Lionel Messi inspiré qui a donné la victoire à son équipe dans ce classique du Rio De La Plata. L'équipe de Lionel Scaloni était bien décidée à asphyxier l'Uruguay.

Elle y est parvenue grâce à son joueur vedette, Lionel Messi, auteur du centre qui a permis à son co-équipier Guido Rodriguez de marquer de la tête après 13 minutes de jeu au stade Nacional Mané Garrincha, à Brasilia. L'Uruguay, qui fait son

entrée à la Copa, a bataillé mais n'a rien pu faire face à une défense forte de l'Argentine, qui s'est bonifiée par rapport aux matchs précédents. Ce classique entre les deux pays, séparés par le Rio de La Plata, n'a pas évité la polémique quand l'un des attaquants vedette de l'Uruguay, Edinson Cavani, a chuté face au but argentin après un contact avec Guido Rodriguez. L'Uruguay a alors immédiatement réclamé un pénalty que l'arbitre brésilien Wilton Sampaio a écarté sans l'ombre d'un doute.

JM 2022

Le nouveau stade olympique d'Oran paré des couleurs méditerranéennes

Un mouvement inhabituel a marqué les alentours du nouveau stade olympique d'Oran. En cette fin de journée de jeudi, la circulation n'est pas fluide tout le long de la route menant vers le nouveau pôle d'agglomération de Belgaid (commune de Bir El Djir), devenu pour la circonstance la destination des amateurs du ballon rond. Ce lieu sera dans une année le quartier général des Jeux méditerranéens.

L'événement est de taille, puisque la nouvelle enceinte footballistique, dont vient de se doter la capitale de l'Ouest du pays, va accueillir son tout premier match de football.

Ce n'est certes pas la sélection nationale première, qui fait rêver tout un peuple, qui va s'y produire, mais l'engouement pour la rencontre est bien visible. Pourtant, crise sanitaire mondiale oblige, la partie qui concerne la sélection nationale des joueurs locaux (A) contre le Liberia va se dérouler à huis clos, comme c'est le cas du reste pour toutes les rencontres de football dans le pays depuis la propagation du coronavirus en début de l'année 2020. Mais cela n'a pas empêché de nombreux citoyens oranais d'aspirer à assister à l'événement de taille, celui de l'ouverture, provisoire soit-il, d'un stade de 40 000 places aux normes internationales que tout Oran attendait

depuis plus d'une décennie. C'est ce qui explique ces difficultés rencontrées sur le chemin vers la nouvelle «citadelle» du football algérien, des difficultés qui ont commencé déjà du côté du quatrième périphérique, alors que la circulation est souvent fluide dans ces lieux en cette heure d'une journée de fin de semaine.

Il fallait ainsi s'armer de patience pour enfin pénétrer dans la nouvelle enceinte footballistique d'El-Bahia et vivre un moment historique que tout un chacun, parmi ceux qui avaient le privilège d'y accéder, tenait à immortaliser. Et comme le football est un sport populaire par excellence en Algérie, il n'y a pas meilleure opportunité que cet événement pour lancer d'une manière concrète et efficace la campagne de promotion de la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM) avant quasiment une année de leur tenue à Oran.

Le stade olympique relevant d'un grand complexe sportif prévu pour abriter l'essentiel de ces jeux lors de l'été 2022 est alors paré aux couleurs méditerranéennes.

L'identité visuelle des JM est bien visible là où l'on passe dans le stade. Des logos géants de l'événement méditerranéen couvrent également, aux côtés de drapeaux géants aux couleurs nationales, la deuxième tribune.

Volley-ball

L'EN en stage du 20 au 24 juin à Souidania

L'équipe algérienne de volley-ball «seniors hommes» effectuera un stage de préparation, du 20 au 24 juin, au Centre de regroupement de Souidania (Alger), en prévision des prochaines échéances internationales, a indiqué, vendredi, la Fédération algérienne de volley (FAVB).

Le nouveau sélectionneur national, Mourad Senoun, a fait appel à 22 joueurs pour ce stage. Il s'agit du deuxième regroupement pour les coéquipiers de Sofiane Hosni (GS Pétroliers), après un premier effectué du 7 au

10 juin au même lieu.

La liste des athlètes convoqués comprend deux joueurs évoluant à l'étranger. Il s'agit de Soualem Billal et d'Ikken Boudjemaâ, sociétaires de Reims Métropole (France). Outre Senoun, le staff technique, nouvellement installé, est composé également d'Ibrahim Sayebi (médecin fédéral), Allaedine Taguia (préparateur physique), Sid Ali Benkortbi (statisticien), Hichem Ayat (kinésithérapeute) et Sid Ali Roubai (chargé de l'administration et de la logistique).

Demi-finale aller de la Coupe de la CAF/Coton Sport Garoua-JS Kabylie cet après-midi à Yaoundé

Les Canaris pour prendre option

■ Avec un état d'esprit conquérant, la JS Kabylie affronte cet après-midi à Yaoundé la formation du Coton Sport Garoua, pour le compte des demi-finales aller de la Coupe de la Confédération africaine.



Les Kabyles lorgnent une qualification en finale de la C 2

Par Mahfoud M.

Les Kabyles tenteront, en effet, de revenir avec un résultat probant qui leur permettra de prendre option avant la manche retour qui aura lieu dans une semaine au stade du 5-Juillet d'Alger. Les Canaris, qui ont déjà rencontré cette équipe lors de la phase des poules et qu'ils ont battue en aller et retour, n'évolueront pas dans un terrain inconnu et feront leur possible pour rééditer le scénario et tenter de revenir soit avec un succès ou un nul pour garder intacts leurs chances de qualification pour la finale. Les poulains du Français Lavagne sont sur une belle lancée, vu

qu'ils sont qualifiés en finale de la Coupe de la Ligue et ont obtenu d'excellents résultats en championnat qui leur ont permis de rester dans le groupe de tête. Ils évolueront donc avec un esprit léger et à l'aise, même s'ils devront faire très attention à cette formation qui souhaite prendre sa revanche par rapport à la double-confrontation qui s'est jouée lors de la phase des poules. Ils devront également résister à la pression du public, étant donné que la CAF a autorisé la formation locale à jouer en présence des supporters, faisant que 10 000 personnes sont attendues pour cette demi-finale aller à Yaoundé. Il faut savoir que la JSK a aussi obtenu le même

droit et pourra faire participer 10 000 fans au match retour à Alger. Toutefois, les dirigeants des Canaris devront patienter et attendre le feu vert des autorités du pays, sachant qu'il faudra aussi l'avis du Conseil scientifique du suivi de la propagation de la pandémie. L'essentiel pour les Kabyles est de bien gérer cette manche aller et tenter de revenir avec le meilleur résultat possible pour ensuite se concentrer sur la finale de la Coupe de la Ligue et le reste du parcours en championnat. La JSK avait déjà gagné cette compétition par trois fois et lorgne, de ce fait, un quatrième titre en C2.

M. M.

Ligue 1 (26^e journée)

Les Sanafir l'emportent à Aïn M'lila, les Chélifiens à l'arraché

Le CS Constantine a frappé un grand coup vendredi après-midi, en allant s'imposer (3-2) chez le voisin AS Aïn M'lila pour le compte de la 26^e journée de Ligue 1, ayant vu l'ASO Chlef se faire tenir en échec à domicile par la NA Hussein Dey (1-1).

Les choses ont pourtant bien commencé pour l'ASAM, ayant réussi à ouvrir le score dès la 17^e minute par l'intermédiaire de son buteur-maison, Mohamed Tiaïba (1-0). Peu après le retour des vestiaires, les Sanafir ont réussi à égaliser par Abdelhakim Amokrane (52'), mais à la 77', Tiaïba, qui semblait dans un grand jour, a réussi à redonner l'avantage aux Rouge et Noir (2-1). Quoique, la fin de match a été

à l'avantage des visiteurs, ayant d'abord réussi à égaliser (2-2) par l'intermédiaire de Youcef Djanit (90'), avant que Ilyès laïche ne surgisse à la 90'+4, pour offrir une victoire inespérée aux Constantinois (2-3). Un précieux succès en déplacement, qui permet au CSC de se hisser provisoirement à la 6^e place du classement général, avec 39 unités, soit à égalité de points avec l'USM Alger et le MC Alger, qui comptent cependant un match en moins.

De son côté, l'ASAM, qui avait relativement bien démarré la saison avant d'enchaîner une série de mauvais résultats, se retrouve désormais au 11^e rang, avec seulement 31 unités au compteur. De son côté, l'ASO Chlef a été

tenue en échec à domicile par le NA Hussein Dey (1-1), alors qu'elle avait longuement mené au score.

En effet, les Rouge et Blanc ont rapidement ouvert le score, grâce à l'attaquant Ameur Bouguettaya, qui a trouvé le chemin des filets dès la huitième minute de jeu.

Un acquis que ses coéquipiers ont jalousement défendu jusqu'à la 90'+6, moment choisi par le défenseur Zine El Abidine Sebbah pour égaliser. Un nul qui n'arrange aucune des deux équipes, car si les Chélifiens sont douzièmes avec 28 points, le Nasria reste scotché à la 17^e place, avec seulement vingt-deux unités au compteur.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

En attendant la régularisation définitive de leur situation

Les véhicules importés saisis peuvent être récupérés

LE MINISTÈRE de l'Intérieur a annoncé, hier, que les véhicules provenant de pays européens et importés provisoirement par des ressortissants étrangers dans un cadre exceptionnel, acquis par des citoyens algériens et actuellement saisis, peuvent être récupérés à titre provisoire en attendant la régularisation définitive de leur situation.

«Dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens concernant les véhicules saisis en provenance de pays européens et importés provisoirement par des ressortissants étrangers dans un cadre exceptionnel, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, informe que suite aux résultats du groupe de travail, mis sur pied pour l'examen de cette problématique conformément aux instructions du Premier ministre, il a été décidé, dans un premier temps de permettre aux citoyens ayant acquis ces véhicules, actuellement saisis, de les récupérer provisoirement

en vue de leur exploitation et utilisation jusqu'à régularisation définitive de leur situation», indique un communiqué du ministère.

A cet effet, les propriétaires de ces véhicules «sont invités à se rapprocher des services compétents au niveau local (Recettes des Douanes et juridictions concernées) afin d'entamer les procédures de récupération de leurs véhicules suivant des mécanismes, dont les détails sont disponibles au niveau de ces mêmes services», indique le ministère de l'Intérieur qui fait état de «l'élaboration, dans un deuxième temps, du cadre juridique relatif à la régularisation définitive de la situation des véhicules concernés (saisis et non saisis)».

«Les poursuites judiciaires restent de mise contre les individus dont l'implication est établie dans des réseaux de falsification ou de facilitation de falsification des dossiers de ces véhicules», conclut le communiqué.

R. N.

Media Star 2021

Dernier délai de dépôt de candidatures

OOREDOO rappelle que le dernier délai pour le dépôt des candidatures pour la 14^e édition de son concours journalistique «Media Star» est le jeudi 1^{er} juillet 2021 à 17h.

A cet effet, Ooredoo invite les professionnels des médias désireux de participer à soumettre dès à présent leurs dossiers de candidatures.

Vous trouverez en pièce-jointe les documents, en arabe et en français, relatifs à la 14^e édition du Media Star.

Le règlement du concours
Le formulaire de candidature

Le dossier de candidature
Les prix récompenseront les meilleurs travaux dans les catégories suivantes :

- Presse écrite généraliste et spécialisée ;
- Illustration de presse : dessin, caricature, photo ;
- Médias électroniques ;
- Production radiophonique ;
- Production télévisuelle.

Les candidats exerçant en dehors des wilayas d'Alger, d'Oran et de Constantine peuvent aussi déposer leurs travaux au niveau des Espaces Ooredoo.

Les travaux soumis doivent être publiés ou diffusés entre 1^{er} janvier 2020 et le 1^{er} juillet 2021 (inclus).

Pour toute information complémentaire concernant ce concours, prière de contacter le Département des Relations Publiques (rpubliques@ooredoo.dz) ou de consulter la rubrique Media Star sur le site web de Ooredoo <http://www.ooredoo.dz/Ooredoo/Algerie/tout-sur-ooredoo/media-star-2021>

Communiqué

La préservation de la mémoire nationale en tête des priorités

65^e anniversaire de l'exécution des héros Ahmed Zabana

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Tayeb Zitouni, a réitéré, hier à Alger, que la préservation de la Mémoire nationale était «en tête des priorités» de son secteur pour la consécration des valeurs et idéaux de la glorieuse révolution de Novembre. «Le secteur des Moudjahidine place la préservation de la Mémoire nationale en tête de ses priorités conformément au programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de la consécration des valeurs et idéaux de la glorieuse révolution de Novembre», a-t-il affirmé dans une allocution lue en son nom par le

directeur du patrimoine historique et culturel, Mohamed Yah, lors d'un séminaire organisé par le Musée El-Moudjahid à l'occasion de la commémoration du 65^e anniversaire de la mort du héros Ahmed Zabana, dit Zabana. Le ministre a mis en avant, dans ce sens, l'attachement de son secteur à «l'inculcation de ces valeurs et idéaux aux générations afin de préserver les acquis réalisés et poursuivre la marche de l'Algérie indépendante, rêvée et défendue par nos chouchouhada et moudjahidine». Pour M. Zitouni, la préservation de la mémoire des chouchouhada «est un devoir sacré et un serment solennel impliquant une médita-

tion pour en tirer les enseignements, encore et toujours». Evoquant le 65^e anniversaire de la mort du héros Ahmed Zabana, guillotiné le 19 juin 1956 par l'autorité coloniale française, il a indiqué que «c'est là, l'une des nombreuses haltes de notre histoire, d'une autre grande leçon de notre glorieuse Révolution et d'une précieuse occasion pour glorifier nos symboles nationaux, qui ont fait notre gloire». Le ministre a conclu par un rappel du riche parcours militant du premier martyr de la guillotine, infernale machine de guerre fabriquée par la France coloniale. De leur côté, les participants à cette rencontre qui a vu la

présence de représentants de la famille révolutionnaire, des corps sécuritaires et des Scouts musulmans algériens (SMA), ont mis l'accent sur «le parcours militant du Chahid Zabana et sur l'influence de l'école des Scouts sur sa personnalité», saluant «la bravoure de ce héros guillotiné à 30 ans à peine». Né en 1926 à Mascara, Ahmed Zabana a rejoint les SMA en 1940 avant de rallier les rangs du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), en 1946, où il a été chargé de la fabrication des explosifs et de l'entretien des armes. Le 2 mars 1950, Zabana fut arrêté pour «complot» contre la sécurité de

l'Etat français et atteinte à son image à l'intérieur et à l'extérieur. A sa sortie de prison où il avait passé une peine de 3 ans, Zabana a été désigné à la tête de la 5^e région où il a constitué quatre groupes à la veille du déclenchement de la Révolution nationale, le 1^{er} novembre 1954. Arrêté par l'armée française suite à sa blessure lors d'un accrochage avec les forces de l'occupation à Ghar Boudjrida (Mascara) le 11 novembre 1954, Zabana a été déferé devant le tribunal militaire qui l'a condamné à la peine de mort et transféré à la prison de Barbarous à Alger pour y être guillotiné le 19 juin 1956. Hania T.

Résultats des législatives : Entrée des jeunes au parlement



Djalou@hotmail.com

Oran

Une foire artisanale au profit des enfants déficients mentaux

■ L'Association d'aide aux déficients mentaux (AADM) a organisé, hier, en collaboration avec l'association «B'nat El Kheir» (BLK), une foire artisanale à but caritatif au profit d'enfants souffrant de déficience mentale, a-t-on appris des organisateurs.

Par Slim O.

La foire, ayant regroupé une vingtaine d'exposants dans différents

métiers et arts de l'artisanat, à l'exemple de la couture, la broderie, la céramique, la confection de produits cosmétiques et alimentaires bio, est organisée au niveau du Centre des déficients mentaux de Bir El Djir, relevant de l'association AADM, a indiqué Amel Médiène, présidente de l'association BLK. Les rentrées financières de cet événement, les frais de location des stands et de sponsoring seront versés à l'association AADM, qui gère, en plus du Centre de Bir El Djir qui prend en charge quelque 120 déficients mentaux, quatre autres centres similaires à El Makkari, Mohieddine (Eckmuhl) et Bouiseville, selon la même source. Les organisateurs ont, par ailleurs, organisé en marge

de la foire des ateliers de dessin de peinture et de jeux éducatifs au profit des enfants venus en compagnie de leurs parents, a fait savoir Amel Médiène, soulignant que c'est également une occasion pour sensibiliser les enfants valides sur la déficience mentale et leur expliquer l'importance de la compassion et de la solidarité vis-à-vis de cette catégorie de personnes. Les cinq centres pour la prise en charge des déficients mentaux souffrent de quelques difficultés financières, notamment avec les répercussions de la crise sanitaire de Covid-19. «Un tel événement permet de leur apporter un appui pour remonter la pente», a déclaré M^{me} Médiène.

S. O.